



COMMUNIQUE DE PRESSE

Avis de la Chambre des salariés sur le plan d'urgence gouvernemental en faveur de l'emploi des jeunes diplômés

Approbation de principe des trois nouvelles mesures temporaires

La Chambre des salariés (CSL) approuve quant au principe la philosophie des mesures proposées en faveur de l'emploi des jeunes et salue la célérité et le pragmatisme ayant entouré l'élaboration de ce plan d'urgence qui a une durée d'application limitée au 31 décembre 2010.

Il créé d'une part un nouveau contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP) conclu dans le cadre d'une procédure allégée. D'autre part, il étend le contrat d'appui-emploi (CAE) et le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) à des jeunes qualifiés, en y apportant certains aménagements, notamment une revalorisation de la rémunération et l'introduction d'une prime à l'embauche saluées par la Chambre des salariés.

La priorité doit rester l'embauche via contrat de travail « normal »

La CSL estime que la priorité doit rester l'insertion immédiate des jeunes diplômés sur le marché de travail « régulier ». Les nouvelles mesures en faveur de l'emploi doivent viser prioritairement les jeunes sans diplôme ou peu qualifiés, alors que pour les jeunes diplômés, ces mesures doivent constituer seulement une solution alternative et de secours à titre temporaire.

En outre, à côté de ces mesures ciblées en faveur des jeunes diplômés, d'autres catégories de la population sont en difficultés, ou craignent de l'être, de par cette crise globale et ne doivent pas être négligées. La Chambre des salariés souhaite donc parallèlement une politique économique et sociale globale de lutte contre le chômage et notamment un renforcement du dispositif de maintien dans l'emploi.

Création d'un contrat d'initiative à l'emploi - expérience pratique

L'objectif du nouveau CIE-EP est d'offrir une expérience de travail pratique réelle au jeune de moins de 30 ans dans le but d'un accès définitif au marché de l'emploi. Le contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP) est destiné aux jeunes demandeurs d'emploi de moins de trente ans, détenteurs au moins d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques (niveau technicien, BAC, BTS ou universitaire).





La CSL salue le fait que ces personnes touchent une indemnité supérieure à celle prévue dans le cadre des CIE/CAE actuels, c'est-à-dire 2.019 euros (technicien, BAC), respectivement 2.524 euros (BTS ou bachelor).

Les détenteurs d'un CATP (DAP) en sont toutefois exclus. La Chambre des salariés regrette cette exclusion contraire à l'objectif de revalorisation de la formation professionnelle visée par la nouvelle législation en la matière.

Quant au déroulement pratique, les jeunes intéressés par cette mesure volontaire s'adresseront à un bureau distinct des locaux de l'ADEM pour mettre leur CV sur une plateforme informatique. Les employeurs souhaitant offrir une possibilité de CIE-EP à un jeune diplômé feront de leur côté publier leurs offres sur une autre plateforme informatique.

Dans un souci de simplification, la CSL revendique l'élaboration d'un modèle-type de contrat par les autorités compétentes qui doit être mis à disposition et utilisé par les parties intéressées. Cette harmonisation du contenu de chaque CIE-EP facilitera le suivi de la conclusion des CIE-EP et évitera l'insertion de clauses abusives dans de tels contrats.

Attention aux abus

La CSL tient à rendre attentive aux risques d'effet d'aubaine, c'est-à-dire de voir les nouvelles mesures entraînant une aide financière de l'Etat (40% pour le nouveau CIE-EP) profiter à des employeurs dont la situation économique permettrait des embauches « normales ». Si les garde-fous annoncés autour de ces mesures sont accueillis favorablement par la CSL, encore faut-il que le système de surveillance par un comité de pilotage tripartite soit inscrit dans le texte de loi et mis en place rapidement.

La CSL insiste donc pour qu'un suivi et une évaluation des trois contrats prévus soient effectués régulièrement par ce comité et transmis au Comité permanent du travail et de l'emploi en vue d'une appréciation globale de ces mesures.

La Chambre des salariés salue par ailleurs la prise en compte de la représentation des salariés dans l'entreprise dans le cadre de la conclusion de ces contrats, mais demande que cette consultation se fasse de manière plus conséquente que prévu par le projet de loi en question.

L'intégralité de l'avis de la CSL se trouve sur www.csl.lu

